



ASSEMBLÉES ANNUELLES

2022 | WASHINGTON DC

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le 14 octobre 2022

Allocution de M^{me} **KRISTALINA GEORGIEVA**,
Présidente du conseil d'administration et
Directrice générale du Fonds monétaire international,
devant le conseil des gouverneurs du FMI
lors de la séance annuelle conjointe

TEXTE PRÉPARÉ POUR L'INTERVENTION
Le rôle du FMI dans un monde plus exposé aux chocs
Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI

Séance plénière de l'Assemblée annuelle 2022 du FMI et de la Banque mondiale,
14 octobre 2022

Le rôle du FMI dans un monde plus exposé aux chocs

Merci, M. Abdullah, pour vos observations. Sachez que j'attends avec une grande impatience la COP27 qui aura lieu en Égypte le mois prochain. Je suis très heureuse de voir autant de collègues et d'amis en personne pour la première fois depuis trois ans !

John Maynard Keynes, l'un des pères fondateurs du FMI, a écrit que les meilleurs économistes « étudient le présent à la lumière du passé afin d'éclairer le futur. »

Il convient d'appliquer ces propos aux circonstances actuelles, en commençant par chercher la lumière d'un passé somme toute récent.

Le passé

Depuis la dernière assemblée tenue en personne, le monde a connu des bouleversements extraordinaires : une pandémie, une guerre et une inflation record qui provoque une crise du coût de la vie.

Pour les dirigeants, la pandémie imposait de prendre des mesures exceptionnelles pour protéger les ménages et les entreprises de ses pires effets. Ces mesures étaient vitales, mais les dépenses supplémentaires qui en ont résulté ont atteint **10 %** du PIB mondial au cours des 18 premiers mois de la pandémie.

Alors que les crises se sont accumulées, de nombreux pays ont dû faire face à une forte réduction de leurs volants de trésorerie et à l'augmentation des pressions extérieures. Le FMI s'est mobilisé pour apporter son aide, dans des proportions inédites : de nouveaux financements d'un total de **260 milliards de dollars** ont été accordés en un temps record à **93 pays** depuis l'irruption de la COVID-19. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous avons aidé **16 pays** à hauteur de près de **90 milliards de dollars**, et **28 pays** se sont déclarés intéressés par un soutien du FMI. N'oublions pas l'allocation historique de DTS effectuée l'an dernier pour un montant de **650 milliards de dollars**.

Alors que les pays s'attaquaient à des difficultés pressantes et immédiates, les vulnérabilités se sont accumulées.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande, le soutien monétaire durant la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont nourri de graves pressions inflationnistes. Les dettes souveraines ont atteint des niveaux record en 2020 et les projections les situent à **91 %** du PIB à l'échelle mondiale pour cette année, tandis que la politique monétaire accommodante a fait grimper les prix des actifs plus risqués.

Un changement fondamental s'opère aujourd'hui. Après avoir connu une période caractérisée par une stabilité relative, des taux bas et une faible inflation, nous basculons dans une ère de taux élevés et de forte inflation où l'incertitude est beaucoup plus grande. Cette transition survient au moment où les catastrophes climatiques deviennent plus extrêmes et bien plus fréquentes, et où les tensions géopolitiques rendent la coopération mondiale beaucoup plus difficile.

Nous entrons dans **une nouvelle zone à risque** : un monde *plus* fragmenté, *plus* fragile et *plus* exposé aux chocs qui peut rapidement écarter les pays de leur trajectoire, souvent sans que ce soit de leur faute.

Après avoir relevé des défis extraordinaires depuis deux ans et demi, de nouveaux obstacles, tout aussi extraordinaires, nous attendent. Le fait est que la route sera probablement tout aussi périlleuse, si ce n'est plus.

Le présent

Intéressons-nous maintenant au présent. Les projections du FMI pour l'année prochaine tablent sur une croissance mondiale de **2,7 %**. Il s'agit de la quatrième révision à la baisse en 12 mois, et il y a une chance sur quatre qu'elle tombe en dessous de **2 %**. Les marchés ont été extrêmement volatils et le risque de récession augmente dans de nombreux pays.

À l'heure actuelle, la plus grande difficulté est de faire baisser l'inflation. Nous constatons que les banques centrales durcissent rapidement leur politique monétaire, en concentrant leurs efforts sur le rétablissement de la stabilité des prix. C'est une décision judicieuse, mais elle sera douloureuse : la croissance va ralentir et le chômage augmenter à mesure que le durcissement monétaire s'intensifiera.

Il est essentiel de formuler la politique budgétaire la plus adéquate. La protection des ménages vulnérables doit être la priorité, au moyen de mesures ciblées pour atténuer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et des combustibles.

Mais la politique budgétaire et la politique monétaire doivent aller *dans le même sens, pas dans des directions opposées*. Pour éviter d'alimenter l'inflation, il faut compenser toute nouvelle dépense par des économies ou une hausse des recettes.

La nécessité de reconstituer des volants de sécurité et de réduire la dette rend ce point doublement primordial. La pandémie a très clairement démontré la grande importance de l'espace budgétaire et à quel point il est crucial de remédier aux facteurs de vulnérabilité existants.

En déterminant le juste équilibre entre les mesures monétaires et les mesures budgétaires, les décideurs doivent également surveiller de près les tensions dans le secteur financier. Ils doivent ici faire usage de mesures macroprudentielles pour prévenir la défaillance d'institutions d'importance systémique, en utilisant les instruments pertinents pour résorber les poches de grande vulnérabilité parmi les institutions financières non bancaires et les marchés de crédit.

Les dirigeants doivent s'engager sur un chemin escarpé, sur lequel aucun faux pas n'est autorisé. Une erreur, et les difficultés du présent pourraient créer des problèmes encore pires : une période prolongée de faible croissance, une inflation solidement ancrée, voire des crises de la dette souveraine avec un risque de contagion.

Ceci étant dit, un train de mesures bien adapté conduirait, au fil du temps, à une croissance plus durable, à des prix plus stables et à des finances publiques plus saines. Mieux encore, nous verrions émerger des pays plus résilients et mieux préparés face aux chocs.

L'avenir

Alors que nous nous tournons vers le futur, en faisant les bons choix, nous pouvons éviter le pire.

Ces choix commencent par l'adoption d'un **état d'esprit plus volontariste et prudent** afin de renforcer la résilience dans un monde plus exposé aux chocs, en nous appuyant sur trois piliers : **des économies résilientes, des populations résilientes et une planète résiliente**.

Premièrement, des économies résilientes.

Alors même que les risques s'accumulent, nous devons **renforcer les paramètres économiques fondamentaux**.

Commençons par mettre en place des cadres budgétaires crédibles à moyen terme.

Pourquoi ? Parce que fonder la politique budgétaire sur un ensemble solide de règles contribue à garantir des perspectives plus prévisibles et favorise la stabilité macroéconomique. Plus important encore, des cadres crédibles instaurent un climat de confiance pour les investisseurs. Ainsi, les pouvoirs publics peuvent maintenir des plans de dépenses vitaux et stabiliser leurs dettes sans devoir imposer de mesures d'austérité drastiques.

Certains pays sont déjà confrontés à de graves problèmes d'endettement.

Plus de **60 %** des pays à faible revenu et plus de **25 %** des pays émergents sont surendettés ou risquent de le devenir. La situation ne fera que s'aggraver si les taux d'intérêt continuent d'augmenter, si le dollar poursuit son ascension et si les sorties de capitaux ne faiblissent pas.

Un mécanisme efficace de résolution de la dette est absolument indispensable. Le cadre commun doit notamment être élargi et *tous* les créanciers, souverains ou privés, doivent assumer leur part de responsabilité. Sinon, des crises de la dette pourraient survenir de manière désordonnée et nuire à toutes les parties concernées.

Bien sûr, mieux vaut prévenir que guérir.

Une amélioration de la transparence et de la gouvernance dans la gestion de la dette, tout comme la détection précoce des risques, aideront à éviter les situations de surendettement. Sur ces deux fronts, le FMI poursuit activement ses efforts pour soutenir ses pays membres.

Ainsi, nous appliquons une **approche plus proactive**.

Pendant la pandémie, le montant de nos prêts de précaution a atteint **141 milliards de dollars**. Cet exemple montre clairement comment l'accès rapide au soutien du FMI peut aider à maintenir les liquidités et à faciliter les ajustements.

D'ailleurs, nous avons convenu, juste avant cette assemblée, de la création d'un nouveau guichet de financement des ripostes aux chocs alimentaires, pour que le FMI puisse fournir des ressources supplémentaires aux pays les plus durement touchés par la crise alimentaire mondiale.

Du reste, l'allocation historique de DTS effectuée l'année dernière a aidé à consolider les réserves de l'ensemble des pays membres, et la réaffectation d'une partie de ces DTS se poursuit à bon train.

Ces mesures sont essentielles, mais pas suffisantes. Nous devons faire plus, ce qui m'amène au deuxième pilier : des **populations résilientes**.

La pandémie a accéléré la transition vers l'économie du numérique et du savoir qui stimule la productivité et la prospérité au XXI^e siècle.

Investir dans *tous* les aspects du capital humain est une priorité pour *tous* nos membres : de la santé à l'éducation, en passant par les dispositifs de protection sociale et les réformes qui renforcent l'équité et l'accès à la technologie.

Encore une fois, c'est un enjeu majeur pour les dirigeants. *Encore une fois*, le FMI répond à l'appel.

Nous proposons déjà de nouvelles stratégies liées aux conflits et aux inégalités entre les genres que nous intégrons dans notre travail. Un travail parallèle est en cours dans le domaine des technologies financières pour exploiter le potentiel des paiements électroniques et des monnaies numériques des banques centrales.

Les retombées de ces mesures proactives et préventives seront énormes. Non seulement les personnes connectées, en bonne santé et ayant suivi des études s'adaptent et prospèrent dans de nouveaux domaines d'activités, mais elles parviennent également à mieux résister aux chocs, tels que ceux provoqués par la crise climatique.

Troisièmement, il est important d'œuvrer pour une planète résiliente.

Le changement climatique multiplie déjà les difficultés actuelles en menaçant la sécurité alimentaire, en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en endommageant des infrastructures essentielles.

Les études du FMI montrent que, si elle est bien pensée et mise en œuvre sans délai, la transition verte engendrerait des coûts acceptables. Mais plus nous attendons, plus les coûts et les dégâts seront importants pour la stabilité macrofinancière, et pour le bien-être des populations.

Le FMI se mobilise donc à nouveau, en soutenant les politiques d'atténuation, d'adaptation et de transition, et en s'appuyant sur tous ses mécanismes de prêt et ses autres outils. En cette période difficile, je suis heureuse de vous annoncer que le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité est désormais opérationnel, que les services du FMI ont déjà conclu des accords avec **la Barbade, le Costa Rica et le Rwanda**, et que de nombreuses autres demandes s'annoncent.

Grâce à la générosité de nos membres, nous sommes sur la bonne voie pour convertir plus de **40 milliards de dollars** de promesses de financement en contributions fermes. Cette nouvelle facilité suscite une forte demande, c'est pourquoi je prie les pays dont l'économie est plus forte d'aller plus loin encore.

J'en viens à ma conclusion.

Depuis sa création, **le FMI n'a cessé de s'adapter à un monde en constante évolution.**

À chaque moment décisif, nos prédécesseurs ont scruté l'horizon en se demandant : « *Disposons-nous des bons outils et des ressources adéquates pour le monde dans lequel nous vivons ?* »

Nous sommes à un de ces moments décisifs, et nous devons nous poser cette même question. Nous devons **explorer toutes les solutions** pour y répondre et garantir à nos membres que nous serons là pour eux, avec les capacités et les financements adéquats.

Je tiens ici à rendre hommage à la plus grande force du FMI : son **personnel incroyablement résilient**, pour le formidable travail accompli. Je tiens également à **remercier notre conseil d'administration et l'ensemble des pays membres**, pour votre soutien sans faille.

Vous avez montré qu'en dépit de la fragmentation qui nous menace, les institutions de Bretton Woods continuent de nous rassembler. Voilà comment **190 pays se réunissent pour collaborer** sur des questions qui nous importent tous — et ce, chaque jour de l'année.

Je sais pouvoir compter sur votre solidarité et votre soutien indéfectibles, tandis que nous laisserons les mots de Keynes nous guider pour construire un monde plus résilient pour tous et un *FMI tourné vers l'avenir*.

Merci.

##